



Médias, éducation critique et engagement citoyen

Une éducation aux médias et à l'information pour tous,
tout au long de la vie...

Est-il nécessaire, au regard du temps passé avec des écrans par les jeunes et de l'importance de ce premier temps de socialisation que représente la fréquentation des médias et de leurs outils interactifs en réseau, de rappeler l'enjeu culturel, éducatif et citoyen que représente l'éducation aux médias et à l'information de tous les jeunes...

Plus la convergence numérique s'amplifie à travers les plates formes de services et les réseaux médiatiques (Google, Facebook, Twitter, YouTube...), plus s'ajoutent aux mass-médias anciens (télé, radio, presse écrite...), les self-médias (smartphones, tablettes, Internet...) démultiplicateurs de consommation d'images, plus les jeunes ont besoin d'un ensemble de compétences pour s'approprier les cultures de l'information et de l'image.

Ces compétences s'inscrivent pour notre mouvement d'Éducation nouvelle, dans une posture de formation qui met la critique et la créativité au cœur de cette éducation aux médias et à l'information. Ces compétences sont complexes, avant tout éditoriales (écriture, lecture, publication et mixage multimédia), mais aussi organisationnelles (navigation, tri, filtrage, évaluation). Elles recouvrent également des dimensions économiques (les applications gratuites doivent nous rappeler que « lorsque c'est gratuit, c'est que nous sommes le produit » !), de droit et de citoyenneté.

Ceci n'est pas gagné ! Il nous faut maintenir ce cap, face à ceux qui voudraient que l'éducation aux médias soit synonyme seulement d'éducation au numérique, formant non pas des citoyens avertis mais des consommateurs utilisateurs des systèmes numériques, facilement accessibles et sollicitant leur participation. Rappelons-nous également, que l'éducation aux médias a souvent été mobilisée pour le développement de nouvelles pédagogies, dans la mouvance de pédagogues innovants comme Ovide Decroly, Célestin Freinet, Paolo Freire et Janusz Korczak. Elle était alors perçue comme ayant vocation à faire évoluer le système éducatif de manière transversale, en dehors des disciplines traditionnelles. N'est-ce pas toujours d'actualité ? La place de l'éducation aux médias et à l'information n'est-elle pas un des leviers de la refondation de l'école ?

■ Cultures numériques et éducation critique aux images, aux médias et à l'information

L'ensemble de ces projets et actions est mené par le Pôle national « Médias, Éducation critique et engagement citoyen » des Ceméa, en appui sur un dispositif de travail national au sein du réseau Ceméa comprenant un groupe de pilotage permanent (4 à 5 réunions par an), un regroupement national et des modules de formations internes (deux séminaires en 2013, Clermont-Ferrand et Avignon).

Une formation des acteurs permettant leur qualification et formation pour mettre en place des projets d'éducation critique des jeunes dans la société numérique

Les Ceméa ont réalisé en 2013, dans vingt-quatre régions (Alsace, Picardie, Nord/Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Auvergne, Bourgogne, Centre, Franche-Comté, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, PACA, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes, Nouvelle-Calédonie, Guyane, Pays-de-la-Loire, Bretagne, Aquitaine, Limousin, Lorraine, Réunion, Guadeloupe et Mayotte), des formations d'animateurs volontaires centrées sur l'éducation aux médias et les pratiques numériques des jeunes (plus de 30 stages). Ils ont au sein des cursus de formation d'animateurs professionnels mis en place des thématiques spécifiques « Éducation aux médias » (BP) ou des UF de formation ou des parcours au sein de formation type DEJPES. À noter le partenariat avec deux universités (Paris Villetaneuse et Angoulême, Centre européen des produits de l'enfant) pour la formation initiale de jeunes professionnels de l'enfance : introduire des unités de formation sur les enfants et les médias ; et celui en lien avec les collectivités territoriales et/ou les DDCS, sur la formation de formateurs (Éducation aux écrans en Basse-Normandie), la formation continue d'animateurs (Réseaux sociaux, jeunes et médias, éducation à l'image en Haute-Normandie). Formations également d'animateurs professionnels et de bénévoles dans la perspective d'animer des débats publics en direction de parents, d'enseignants de responsables de services animation des collectivités ou associations de parents d'élèves et d'accompagner la mise en œuvre de projets dans leurs structures (Ile de France, Rhône-Alpes, Picardie, Haute-Normandie, PACA).



DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les Ceméa d'Auvergne et l'Éducation aux Médias

Aujourd'hui, à côté de la famille et de l'école, l'espace des médias est un lieu important de socialisation des jeunes. Les pratiques médiatiques constituent la première activité de loisir des enfants et des jeunes. Ce sont des sources de connaissance et de représentation du monde très importantes. C'est un ensemble d'outils d'expression et de communication, voire de services pour les enfants et les jeunes. Mais il est fortement devenu un espace de consommation, adossé à des techniques marketings qui font des enfants et des jeunes le cœur de cible, et qui les voit exposés directement aux sollicitations du marché. Cette réalité souligne l'importance de la formation des jeunes, à travers l'éducation aux médias.



Face à ces enjeux, les Ceméa d'Auvergne ont fait de cette éducation aux médias un axe fort de travail, en 2013. Dans ce cadre, ils sont soutenus par le Fond social européen (FSE), la région Auvergne et le Ministère de la Culture. Ils ont ainsi construit des partenariats en vue de mettre en place des actions autour de l'éducation aux médias. Celles-ci sont aussi bien des actions de formation d'animateurs (formation initiale et continue), des conférences-débats, des cafés pédagogiques avec les parents ou les acteurs éducatifs que des ateliers menés directement avec les enfants et les jeunes (parcours éducatifs *Les médias on en parle*, en primaire, au collège et au lycée ou animations *Passeurs d'images* hors temps scolaire...). Cette action a concerné **170 jeunes** venant de **6 établissements scolaires**.



L'éducation non formelle à l'heure du numérique



Avec l'omniprésence du numérique, l'éducation non formelle est confrontée à un double défi : prendre en compte cette évolution dans ses pratiques et systématiser l'éducation aux médias et à l'information, pour tous. Travail, espaces d'information et de communication... tout environnement est bouleversé par le numérique. L'éducation non formelle n'y échappe pas. La première de nos urgences est de comprendre cet univers, d'en trouver les clefs et de les transmettre.

Aujourd'hui, la première des pratiques de loisirs des jeunes se déroule via les écrans. Une certaine concurrence pourrait s'installer entre les réseaux numériques où les jeunes ont largement migré et nos structures prônant l'importance de la rencontre, de la découverte de l'autre, l'agir à travers des activités de création, l'engagement et la prise de responsabilité, le collectif. Des dimensions que les jeunes disent trouver sur internet et les réseaux sociaux. Pour l'éducation non formelle, c'est là qu'il convient d'exercer une véritable vigilance afin d'affirmer sa spécificité. Qu'apporte-t-elle de plus ? De différent ? Son projet est un projet d'émancipation, ses espaces ont pour ambition de participer à la construction citoyenne en laissant une grande place aux initiatives des jeunes. Il convient de les aider à développer leur esprit critique face aux outils numériques pour en promouvoir les usages raisonnés, créatifs et citoyens ; pour les rendre acteurs plus que consommateurs. Aux industries de programmes dominées par des logiques permanentes de séduction et de consommation, il faut opposer des projets qui ont du sens, ludiques, pédagogiques.

Il y a là un défi majeur, pour l'éducation non formelle car nous ne pouvons nous contenter de faire vivre ces dimensions à la marge. L'heure est à l'essaimage et la systématisation de ces orientations. Un enjeu à la hauteur de la présence massive du numérique dans la vie des jeunes aujourd'hui.

Christian Gautellier
VEN n° 551 - Juillet 2013

Un dispositif de formation de formateurs pour un Internet citoyen



Les Ceméa ont conçu plusieurs modules de formation de formateurs sur l'éducation critique aux écrans. Ces modules sont soit destinés aux enseignants et personnels éducatifs d'établissements scolaires et CFA, soit aux formateurs des dispositifs de formation et insertion professionnelle. En 2013, ces actions (**3 sessions, une quarantaine de participants**) ont été mises en œuvre en **Région Basse-Normandie**, et sont en cours de renouvellement en 2014 (**5 sessions, 80 participants environ**). Elles se déroulent par module de deux jours, et sont suivi d'un travail d'accompagnement sur site dans une démarche de formation-action. L'objectif est de former à la fois les personnes ayant des responsabilités à l'échelle d'un établissement scolaire ou d'une structure d'accueil de jeunes à l'animation d'un débat, à un travail de médiation, à l'accompagnement à la mise en place d'une action de sensibilisation vers un usage d'Internet responsable et citoyen, et les personnes directement en charge de la conduite de parcours d'éducation aux écrans avec des jeunes.

Cette formation propose un socle commun de connaissance des outils et usages numériques des jeunes pour mieux comprendre leurs effets sur la vie privée et professionnelle et identifier les enjeux d'éducation. Le contenu s'articule autour de trois axes :

- La connaissance générale des usages numériques des jeunes. (Les usages et équipement. Le Jeune lecteur/récepteur (Contact avec des contenus inappropriés). Le Jeune rédacteur (Diffusion et utilisation de contenus privés, non-respect ou de connaissance de la notion de propriété intellectuelle...). Le Jeune joueur (Jeux inappropriés, gestion du temps, coûts cachés...). « Ce que je diffuse de moi dans les médias » (image et identité numérique, vie privée...). « Ce que les autres font de mon image, de mes informations » (exploitation, interprétation...). « Comment les médias gèrent mon image et mes données personnelles ? » (Stratégies de consommation, exploitation de mes informations ...).
- Des conseils clefs et outils simples à transmettre aux publics visés (suivant les publics). Les logiciels de contrôles et filtres parentaux – Paramétrage des navigateurs... Les téléphones portables – Santé/Coûts/Applications. Traces sur Internet – Vérification des paramètres de base de Facebook – Outils et ressources en ligne (Cnil, Tralalère, Internet sans crainte...). Informations sur les droits des citoyens.
- Des pistes d'animation à mettre en place. Préparation d'une trame d'animation à réaliser : débat, réunion d'information, mise au travail d'un groupe (collaborateurs, enseignants, parents, administrateurs, etc...). Travail personnel ou par équipe de projets similaires. Travail en appui sur des ateliers : Jeux Exmachina et les réseaux sociaux ; Lecture d'images et analyse de l'image ; Enquête sur le web (analyse de contenu du web) ; Etudes de faits divers.

À noter l'exploration de six thèmes clefs (au travers des Réseaux sociaux et des téléphones portables). Ces thématiques sont complémentaires les unes des autres. Elles sont abordées séparément pour mieux comprendre les mécanismes et les enjeux éducatifs. Gestion du profil (Inscription et conditions d'utilisation). Protection des données personnelles (Tester les traces et mots de passe, paramétrage d'un compte, géolocalisation). Les amis et groupes (Étude de cas autour des risques). Photos et vidéos. Commentaires et tags. Pubs et applications extérieures.

Les partenaires du projet en Basse-Normandie sont le Conseil régional (directions de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Formation professionnelle) et le Rectorat.

■ Un soutien aux projets de jeunes concernant les médias et le numérique

Ce soutien passe par des montages de projets en lien avec des collectivités locales ou lors d'évènements culturels. Ils ont pris la forme de festival de jeunes (**Région Aquitaine**), d'animation collective de sites web (**Haute-Normandie, Picardie**), de projets de web journalistes, d'animation d'ateliers d'éducation à l'image, de soutien à des créations de jeunes (Rencontres Jeunes Haute-Normandie), constituant des parcours d'éducation critique aux médias et aux images, illustrant l'action, d'une association d'éducation populaire agissant en complémentarité de l'école (**Eure, Régions Auvergne, Basse-Normandie, Pays-de-la-Loire, La Réunion, Nord-Pas-de-Calais, Guadeloupe, Mayotte, Languedoc-Roussillon, Alsace, Bretagne...**).

A noter dans le cadre du projet national Festival du film d'éducation (Évreux) et de la vingtaine d'actions décentralisées de ce festival en région métropolitaine et outre-mer, la mise en œuvre par les Ceméa d'ateliers d'éducation à l'image, de parcours Jeunes critiques de cinéma (partenariat CNC) et de séances culturelles cinéma avec accompagnement éducatif (**Alsace, Pays-de-la-Loire, Nord/Pas-de-Calais, Bretagne, Guadeloupe, La Réunion, Mayotte, Languedoc-Roussillon, Auvergne, etc.**), la participation de 6 jeunes au Jury jeune, la participation d'une vingtaine de jeunes dans la réalisation audiovisuelle et web lors du Festival, et l'engagement d'une douzaine de jeunes en service civique dans l'organisation, la programmation et l'accompagnement des publics (**Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Nord/Pas-de-Calais**).

POLITIQUE TERRITORIALE

Un parcours d'éducation critique en Basse-Normandie

Ce dispositif, mis en œuvre par les Ceméa, dans le cadre d'un partenariat étroit avec le Conseil régional, le Rectorat et les Ceméa comprend plusieurs volets : une action directe de formation critique des jeunes, des sessions de formation de formateurs (lire page 57) et un travail en direction des parents en lien avec les espaces publics numériques. Après trois années d'expérimentations ayant concerné près de 220 jeunes en 2010/2011, près de 550 jeunes et 30 formateurs en 2011/2012 et près de **3 000 jeunes et 26 formateurs** en 2012-2013, le développement du partenariat des Ceméa (Association nationale et Association territoriale) avec le Conseil régional de Basse-Normandie et le Rectorat de Caen s'est poursuivi pour la saison 2013- 2014 auprès de **5 000 jeunes post collégiens dans 24 établissements (6 CFA et 18 lycées)** des trois départements de **Basse-Normandie**.

La démarche pédagogique des interventions en direction des élèves et apprentis est construite en référence aux objectifs généraux du projet :

- Adapter ses comportements dans les usages des réseaux sociaux.
- Apprendre à échanger avec d'autres, à partager ses expériences avec des adultes, partager les difficultés rencontrées dans ses usages des réseaux numériques.
- Développer un esprit critique.
- Connaître les droits et devoirs d'un internaute responsable.

Les interventions sont ponctuées par 4 temps :

- Un questionnaire de positionnement des usages et équipement de chacun réalisé avec les enseignants (1h).
- Une première séance orientée sur les questions liées à l'identité numérique, les traces sur internet et la véracité des informations sur la toile (3h).
- Un travail inter séance accompagné par les enseignants avec la préparation d'un exposé (2 à 4h).
- Une seconde intervention permettant la présentation des exposés préparés par les élèves et un complément d'informations sur l'usage du smartphone et de la culture général d'internet (3h).

Cet axe du projet représente plus de **360 interventions** sur site, animées par un binôme de formateurs Ceméa ou par un binôme formateurs Ceméa et personnel de l'établissement. Cette phase du projet a eu lieu de novembre 2013 à juin 2014.

En 2013, a également été organisée par le Rectorat, en partenariat avec les Ceméa, une journée de réflexion sur les réseaux sociaux. Enfin, les Ceméa ont conçu et diffusé un livret à destination des parents dans le cadre de leur accompagnement en outils pédagogiques et en ingénierie de l'action.



Les médias, on en parle, et quand on en parle, le rôle global éducatif des parents est bousculé

Nos réflexions avec les parents portent sur le partage, le projet collectif et la notion de règle qui permettent de définir un cadre et le degré d'autonomie.

Beaucoup de parents pensent que l'interdiction totale permet d'éviter le problème, sauf qu'ils s'aperçoivent, sans se l'avouer totalement, que le problème persiste mais il est moins visible. Les interdictions totales invitent la « délocalisation » de l'activité internet : compte Facebook géré chez des copains, chat sur le téléphone portable, échange de contenus téléchargés au collège... Nous constatons que beaucoup de parents, et principalement ceux qui n'ont pas d'affinité avec l'ordinateur et encore moins avec internet, ont tendance à se reposer sur les logiciels de contrôle parental, très vite contournés par leurs enfants pour avoir accès au compte administrateur et installer de nouvelles applications.

Les parents rencontrés surestiment très souvent les connaissances qu'ont leurs enfants d'internet, faisant l'amalgame entre leur dextérité avec le clavier et leur capacité à identifier les vrais risques en surfant librement. En parallèle, les parents sous-estiment leurs capacités à accompagner les jeunes dans leurs usages d'internet (des écrans), alternant une posture autoritaire et une posture de laisser-faire, argumentée par la « confiance » portée sur leurs enfants.

François Laboulais

Pôle Médias, éducation critique et engagement citoyen des Ceméa



Un projet « Jeunes critiques de cinéma » en lien avec le Prix Jean Renoir des lycéens

À noter pour l'édition 2013 du Festival du film d'éducation et les suivantes, le partenariat du festival avec le prix Jean Renoir des lycéens. Ce dernier est attribué par un jury de lycéens à un film choisi parmi huit films pré-sélectionnés par un comité de pilotage national composé de représentants de la DGESCO, de l'inspection générale de l'Éducation nationale, des Ceméa, du CNC et de la Fédération nationale des cinémas français.

Le Prix Jean Renoir des lycéens met l'accent sur l'engagement des lycéens en tant qu'acteurs et membres de jury. Il cherche à éveiller et à entretenir chez les lycéens un intérêt pour la création cinématographique contemporaine et à encourager chez eux la formulation d'un jugement raisonné sur les œuvres, l'échange et la confrontation avec d'autres jugements.

Ce partenariat s'est traduit par la projection du Prix Jean Renoir 2013, lors de la séance de clôture « César doit mourir » et la mise en place d'un parcours « Jeunes critiques de cinéma » pendant le festival avec 15 lycéens. Pour la première fois pendant le festival a été mis en place ce parcours de formation à l'écriture de critiques de films. Il s'est adressé à des lycéens, venant de deux établissements de **Basse-Normandie** et d'**Ile-de-France**. Ce parcours, organisé sur trois jours, a alterné des séances cinéma (avant-première, films de la sélection et web-documentaires), des ateliers d'écriture, la rencontre avec des réalisateurs et un critique de cinéma professionnel... Les critiques de films écrites par les jeunes pendant ce parcours, ont été diffusées sur le blog du festival. Les jeunes, après le festival ont fait également la critique des films primés.

Pratiquer une activité de critique est non seulement une excellente occasion de développer des compétences d'écriture et de maîtrise de la langue française, mais aussi de prendre du recul par rapport au premier ressenti que peut susciter un film en se plaçant du côté de l'analyse. Ce projet a été reconduit en 2014.

Ecrire une critique de cinéma

La critique de cinéma est une écriture spécifique, qui peut s'apprendre par une pratique guidée. C'est une écriture documentée, par le visionnage du film et son analyse. C'est une écriture argumentée. Tout jugement ne peut tirer sa valeur que des éléments concrets constitutifs du processus filmique sur lesquels il s'appuie. C'est une écriture construire. Elle comporte des passages obligés (une accroche, une conclusion...) Elle doit proposer un plan, une progression, identifiables. C'est une écriture conative (centrée sur ses destinataires). Pour qui écrit-on ? Le lecteur est-il censé avoir déjà vu le film ou ne pas l'avoir vu ? S'agit-il de donner envie de voir le film, de déconseiller d'y aller, ou simplement d'informer sur sa nature et son contenu ? C'est une écriture maîtrisée stylistiquement. Si dans le cadre d'un atelier avec de jeunes critiques (des lycéens en particulier) il est important d'insister sur la correction de la langue. Mais cela ne suffit pas. Au plaisir que peut susciter un film doit correspondre le plaisir de la lecture de sa critique.

Jean-Pierre Carrier



POLITIQUE TERRITORIALE

L'ancrage du festival en région Haute-Normandie et le travail avec les publics en amont et en aval



Cette neuvième édition a vu la poursuite de la mobilisation des différents publics, avec un souci de leur diversité, portée par une logique partenariale forte et un travail tout au long de l'année ancré dans les territoires (villes, départements, région), menée par les **Ceméa de Haute-Normandie** notamment et des militants du réseau Ceméa : mobilisation des parents et des familles en lien avec les quartiers de l'agglomération d'Évreux, des structures du réseau CAF de l'Eure et de la Seine-Maritime, les acteurs du département, mobilisés sur l'action sociale dans les territoires ; séance pour les enfants des centres de loisirs de tous les quartiers (**310 enfants**) ; master class avec plus de **120 lycéens** d'Évreux (enseignement général et enseignement professionnel) ; rencontre Cinéma et citoyenneté sur le thème de l'égalité garçons/filles avec les collégiens de l'Eure (**344 collégiens**) ; projection en Maison d'Arrêt (30),... accueil de jeunes futurs professionnels de l'École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de Roubaix et de professionnels du réseau PJJ (100), de l'Institut du développement social de Rouen, d'animateurs en formation (130), parcours pour les professionnels de l'action sociale du Conseil général de l'Eure (25), pour les professionnels des services enfance et jeunesse de la ville d'Évreux (une centaine), formations à l'image pour des animateurs, à la critique de cinéma pour des lycéens (15), participation active à des ateliers de production (blog, mémoire du festival) de lycéens de la Région Haute-Normandie (100) et immersion dans le festival des Rencontres Jeunesses (120) autour de l'écriture de courts-métrages et d'ateliers d'éducation à l'image.

Les jeunes s'approprient le Festival du film d'éducation

L'équipe Ceméa, organisatrice du festival du film d'éducation, conçoit cet événement culturel, au delà de la relation des films aux spectateurs comme tout festival de cinéma, comme un espace devant et pouvant accueillir des actions éducatives à destination des jeunes de Haute-Normandie et d'ailleurs.

Lycéens, jeunes européens, participants des Rencontres Jeunesses, jeunes critiques ou jury jeunes, jeunes en formation, construisent leurs parcours, orientent leur exploration du festival, en fonction de leur projet, qu'il soit issu d'un cadre scolaire, associatif, d'un service jeunesse d'une collectivité ou d'un service de l'Etat.

C'est par cette approche que les Ceméa accompagnent les jeunes et leurs structures dans leurs projets spécifiques et pour un objectif commun, faciliter l'appropriation des jeunes du festival du film de manière active, intégrant une démarche d'éducation à l'image et aux médias. L'expérience pour chaque groupe repose sur un vécu qui fait l'objet d'une autre expérience, celle d'une expression partagée pendant ou après le festival.

Ainsi, les jeunes accueillis au festival sont vidéastes, web-reporters, membres du jury, critiques de films ou de web-docs, réalisateurs de courts-métrages...

Leur participation a fait l'objet d'un travail préparatoire en amont du festival et offre des possibilités de prolongement après le festival, tout au long de l'année. Cette action renforce l'ancrage de projets « Cinéma » ou projets « Médias » au sein de leurs structures ou établissements.

Les rencontres autour du Festival du film d'éducation en Guadeloupe

Depuis 3 ans, l'Association des **Ceméa Guadeloupe** organise les Rencontres autour du Festival du film d'éducation (RFFE). Il s'agit d'offrir à un très large public un lieu et un moment privilégiés afin de présenter des films qui racontent des histoires d'éducation et mettre en débat de grandes problématiques d'éducation. Pour la 3^{ème} édition, en lien avec les problématiques de territoire, le thème retenu a été « Se construire au milieu des autres ». En effet, l'Homme se construit par les autres, et se construit avec les autres. Ces ressources, constituant autant d'expériences, jouent un rôle prépondérant dans la construction de chacun, de l'enfance à l'âge adulte. Le milieu sollicite, éveille, stimule, incite certes, mais il peut également détruire : phénomène de violence, comportements consuméristes, individualisme, décrochage scolaire. Tout cela l'atteste à l'évidence. Il est donc nécessaire d'entreprendre une réflexion plus large et plus globale qui prenne en compte la notion d'environnement dans la complexité de ses composantes et de la recherche d'une cohérence d'ensemble.

Cet événement a contribué à la rencontre et à la réflexion des acteurs et de leurs institutions, investis d'une mission d'éducation en direction de la jeunesse. Du 12 au 16 mars 2013, ce sont près de 800 personnes (+50% par rapport à 2011, +40% de publics scolaires) qui se sont rendues à l'une des actions mises en place dans le cadre des RFFE. Dans la programmation, plusieurs films traitaient de la prise en charge d'adolescents coupables de crime sexuel, d'adolescents qui tentent de se reconstruire avec un viol, de la transmission entre les générations, de la reconstruction d'enfants maltraités, etc. Misié Sadik a été le parrain de cet événement en 2013. Ce projet a été reconduit en 2014 et se prépare pour 2015.



■ Des ressources numériques et une veille en recherche pour soutenir la formation des acteurs et les pratiques des jeunes

Les Ceméa accompagnent à travers leur pôle « Médias, Éducation critique et engagement citoyen » et leur Direction des Publications, ces projets et actions d'une politique d'édition de ressources : livres (deux ouvrages dans la collection Éducation et Société – Éditions Erès), expositions et livrets pédagogiques (réseaux sociaux), guides d'information (parents et numérique, éducation et numérique), fiches d'activités, plateforme e-learning sur les usages responsables d'internet, etc. Les Ceméa mettent à disposition des animateurs, éducateurs et parents un site dédié à l'éducation aux médias, à l'information et au numérique. Les Ceméa sont en lien permanent avec plusieurs universités (Paris Sorbonne Nouvelle, Paris 8, Paris 2, Angoulême) et des équipes de chercheurs (Divina Frau Meigs, Sophie Jehel, Inès De La Ville) sur ces questions. Ils ont animé en 2013 de nombreux cafés citoyens ou conférences débats avec des publics larges, notamment dans les quartiers populaires (lien avec des centres sociaux).



Une convention-cadre de partenariat entre CANOPE-CNDP et les Ceméa



En 2013, Les Ceméa et le réseau CANOPE-CNDP ont décidé, au-delà de leur partenariat dans le cadre du Festival du film d'éducation, de renforcer et d'étendre leurs coopérations. Elles se sont déjà concrétisées, notamment à travers l'implication des Ceméa (**La Réunion, Languedoc-Roussillon et Pays-de-la-Loire**) dans le projet « Raconte ta ville », de réalisation de web-documentaires par des enfants en école primaire et l'engagement d'un travail sur la conception de ressources numériques pour l'éducation aux médias.

Signée en 2014, cette convention visera à atteindre les objectifs suivants :

- pérenniser les relations entre les Ceméa et le CANOPE-CNDP, au sein de leurs réseaux respectifs ; autour du Festival du film d'éducation et d'autres événements culturels, éducatifs ou citoyens ;
- contribuer à l'écriture numérique et la diffusion de ressources pédagogiques dans les domaines de l'éducation aux médias, de l'éducation artistique et culturelle, ou d'autres questions éducatives et citoyennes ;
- optimiser leurs moyens propres et favoriser les complémentarités de ressources et de plates-formes techniques ou logicielles.

Ces objectifs se traduisent dans une double dimension éditoriale et animation/formation.

À destination des éducateurs



SOMMAIRE

Éduquer
Règles de droit et devoirs
S'informer, se documenter
Socialiser
Rester connecté
Jouer
Créer, diffuser
Ressources

À destination des parents



SOMMAIRE

Premier Pas
Recherche d'Information
Réseaux sociaux
Blog
Chat
Jeux, mondes virtuels
Téléphone portable
Lexique

■ La place de la société civile issue de l'éducation populaire dans les politiques publiques des médias et des industries culturelles numériques

Les Ceméa, à travers et en appui sur le collectif Enjeux e-médias, dont ils assurent la présidence, sont engagés dans un travail et une « posture » de co-régulation « pouvoirs publics – industrie – société civile associative » sur les questions de médias, de jeunesse et de culture numérique. En 2013, les Ceméa ont été dans des groupes de travail, ou commissions, ou auditions, les interlocuteurs du CSA, de la Cnil, de la Défenseure des Enfants, du Conseil national du numérique, du Conseil de l'Europe, de la Commission Française de l'Unesco et des Ministères de la Jeunesse et de l'Éducation populaire, de l'Éducation nationale, de la Culture et de la Communication, de la Famille, sur les objets suivants : éducation aux médias, protection des publics mineurs, télévision connectée, éducation aux médias et Droits de l'homme... En 2013, ils ont participé au sein de l'APCP (Association pour la préfiguration d'un conseil de presse) à plusieurs groupe de travail et conférences débats, pour soutenir une information citoyenne de qualité. Les Ceméa ont également participé aux Assises internationales du journalisme à Metz (octobre 2013) et animé avec d'autres acteurs citoyens l'université populaire de l'information citoyenne (UPIC) et son laboratoire des projets de médias citoyens.

Les Ceméa ont régulièrement travaillé avec France Télévision, le groupe Vivendi, le Forum Médias RSE des entreprises françaises de ce secteur et l'Association des fournisseurs d'accès à internet (AFA). Les Ceméa sont engagés également dans le programme Safer Internet dont ils sont membres du groupe d'appui français.



La société civile, acteur de la démocratie, du côté des médias

Enjeux e-médias
Éducation, Médias, Information, Citoyenneté

Agir en tant qu'institution de programmes et de culture ne suffit pas. Il nous faut également faire face aux industries de programmes, dites industries culturelles. Pour cela, face à leur force, la stratégie que nous avons choisie est celle du collectif. Pour nous il s'appelle Enjeux e-médias, avec la Ligue de l'Enseignement, les Francas, et la FCPE, dont les Ceméa assurent la présidence. Les collectifs, ce sont des « outils » que nous avons l'habitude d'investir comme le montrent nos engagements au sein du CAPE ou du CNAJEP...

Notre projet est de peser pour que les médias, au regard de l'influence qu'ils ont sur le développement des personnes, leur socialisation et de leur impact sociétal en termes de vie démocratique, ne soient pas régis que par les seules lois du marché. C'est aussi un combat de valeurs et de conception du monde. Nous défendons une co-régulation citoyenne et donc nous nous sommes engagés, comme association d'éducation populaire dans tous les espaces ou institutions où elle peut se construire (CSA, CNIL, CNum, Défenseur des Droits, CESE, UNESCO, Conseil de l'Europe, Union européenne, Forum RSE Médias, etc.). Pour, par le dialogue et les propositions, agir sur la responsabilité sociétale des entreprises, pour soutenir ou provoquer les régulations publiques utiles, pour dénoncer des pratiques contraires aux Droits de l'Homme, pour proposer des alternatives hors des logiques de marché, porteuses de coopération ou de partage...

Une alliance et coopération étroite et régulière avec des collectifs de chercheurs ou de journalistes sont des atouts importants et nécessaires pour cette orientation de travail de notre mouvement.

Christian Gautellier